

L'ordre international fondé sur des règles sous pression - Défis pour l'Occident et la Suisse

Rapport de synthèse | 17e FSS Security Talk du 17 juin 2024, Hôtel Schweizerhof, Berne

Le major-général Thomas Starlinger, représentant militaire de l'Autriche auprès de l'UE et de l'OTAN, a ouvert son exposé par une déclaration mémorable de Joseph Borrell, ministre européen des Affaires étrangères et de la politique de sécurité, faite à l'occasion de la conférence annuelle des ambassadeurs de l'UE 2022 : “*We suffer the consequences of a process that has been lasting for years. In which we have decoupled the sources of our prosperity from the sources of our security. Our prosperity has been based on cheap energy coming from Russia and the access to the big chinese market for exports and imports, for technological transfers, for investments, for having cheap goods. So our prosperity was based on China and Russia – energy and market. On the other hand, we delegated our security to the United States. While the cooperation with the Biden administration is excellent and the transatlantic relationship has never been as good as it is today, who knows what will happen in the future?*” Thomas Starlinger a déclaré que "l'état actuel de l'UE ne pouvait pas être mieux décrit", alors que les effets négatifs des crises financières passées, le Brexit et les séquelles de la crise Covid et ses conséquences sur l'économie et la société ne sont pas encore digérés. La guerre en Ukraine provoque en outre des effets négatifs dans le monde entier, de manière très diverse et inattendue. Nous tournons notre regard inquiet vers Israël et espérons qu'il n'y aura pas d'incendie généralisé. Enfin, et ce n'est pas le moins important, la crise climatique se fait déjà sentir de manière drastique dans de nombreux domaines. Thomas Starlinger a ajouté : "Ces crises ne sont pas apparues par surprise, elles ont tout simplement frappé nos sociétés par surprise". Cela s'explique par le fait qu'elles n'ont pas été prises en compte et qu'aucune stratégie à long terme n'a été développée en conséquence. Et là où des stratégies ont été élaborées, le quadrant "Threats" a souvent été à peine évalué dans les analyses SWOT, ou seulement de manière unidimensionnelle. L'absence de ces stratégies et l'insuffisance des analyses des menaces n'ont guère été perçues. La prévention des crises et la résilience ont été mises à l'écart par les chaînes de production en flux tendu, la maximisation des bénéfices et la prospérité. Toutes ces crises s'influencent désormais mutuellement. Des évolutions qui nous accompagnent depuis des décennies sont ainsi renforcées et accélérées, tant dans le sens positif que négatif. "De plus, nous sommes confrontés aux changements de l'ordre mondial et à ses différents participants", a résumé le major général Starlinger.

Trois ordres mondiaux

Par la suite, Thomas Starlinger a tenté d'articuler et d'expliquer les trois ordres mondiaux : l'ordre mondial multilatéral, ou l'**Occident global**. Il s'agit de ceux qui veulent maintenir le statu quo. Les Etats-Unis y jouent définitivement un rôle de premier plan et nous y trouvons des nations comme la Grande-Bretagne, l'Australie, la Corée du Sud, mais aussi l'UE. Et je pense que la Suisse s'y retrouve également.

Dans cet ordre mondial, les principes fondamentaux de l'ordre juridique international actuel doivent être protégés et préservés. Mais nous devons également être ouverts aux réformes correspondantes, à un système plus inclusif et plus efficace.

Le deuxième ordre mondial qui est en train de se mettre en place est l'**Orient global, les révisionnistes**. La Chine souhaite certainement y jouer un rôle de premier plan. Nous y trouvons également des nations comme la Russie et l'Iran. Dans cet ordre mondial, l'ordre juridique international, que ces pays considèrent comme dirigé par les États-Unis, doit être renversé et remplacé par un système multipolaire basé sur la puissance.

Et le troisième est l'"ordre mondial émergent" ou le **"Sud global" - les réformistes**. On y trouve des pays comme l'Inde, les pays arabes producteurs de gaz naturel / de pétrole, les pays africains riches en matières premières, le Brésil et l'Argentine, mais aussi la Turquie, qui met dans la balance son importance géostratégique particulière, qui a énormément augmenté avec les guerres en Ukraine et au Proche-Orient au cours de la dernière décennie.

Dans cet ordre mondial, le système international doit être réformé en ce qui concerne le développement économique et le poids des voix de ces pays. Ces pays ne sont pas intéressés à prendre parti pour l'une ou l'autre partie dans les luttes de pouvoir mondiales. La conférence de paix qui s'est tenue en Suisse au Bürgenstock était emblématique du dernier groupe de ces dirigeants mondiaux émergents, tous des pays qui n'ont maintenant pas signé la déclaration finale, comme le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Colombie, le Mexique, l'Indonésie, la Thaïlande, l'Arménie, la Libye, Bahreïn, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis. Ces mêmes pays ont d'ailleurs pris clairement position lors de la dernière résolution de l'ONU (sur la guerre d'Israël contre le Hamas) et ont clairement indiqué à l'Occident global qui prend désormais également les décisions.

A ces trois ordres mondiaux s'ajoutent trois mégatendances mondiales qui recèlent un potentiel de conflit supplémentaire, comme l'a expliqué Thomas Starlinger :

Les mégatendances renforcent la crise

La première mégatendance : **de la coopération à la concurrence**. Elle se caractérise par un dysfonctionnement du multilatéralisme, qui conduit à un désordre multipolaire, à une politique de puissance et à la normalisation de l'utilisation de la politique de force, qui entraîne une paralysie des Nations unies et un manque de respect pour les règles

juridiques existantes. L'impunité des actions militaires conduit à une course à l'armement, à des menaces nucléaires et à l'utilisation des dépendances économiques comme arme. Librement inspiré de Clausewitz : une guerre avec d'autres moyens.

La deuxième mégatendance : **la polarisation et la fragmentation**. Elle se caractérise par les dissensions croissantes entre les États-Unis et la Chine, les démocraties contre les autorités, le "Sud global" et les BRICS+ contre le G20, associées à des sanctions et contre-sanctions économiques, au "friendshoring" et au "onshoring", ainsi qu'au libre-échange contre le protectionnisme.

Et la troisième mégatendance : **l'accélération des développements mondiaux**. Changements climatiques, nouvelles technologies disruptives associées à une absence de normes internationales, par exemple dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la biotechnologie. À cela s'ajoute l'échec des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Il y a 17 objectifs. L'un d'entre eux est par exemple l'*énergie disponible et abordable pour tous*. Dans la région du Sahel, ces 17 ODD sont en grande partie au rouge et ceux qui sont à l'orange se dirigent vers le rouge. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a déclaré à ce sujet : *Plus un pays est éloigné de la réalisation de ces objectifs, plus ce pays est en crise*. C'était encore une formulation diplomatique, a fait remarquer Thomas Starlinger. On pourrait aussi dire que plus un tel pays ressemble à un failed state.

Quelles sont les conséquences de l'évolution de l'ordre mondial et de l'aggravation des mégatendances ? Thomas Starlinger a été clair : "Une confrontation croissante entre les États-Unis et la Chine. A partir de 2027, la Chine ne sera certes pas en mesure d'occuper Taïwan, mais elle pourra en revanche l'isoler de manière ciblée. Plus de 50 % du commerce mondial de marchandises passe par le détroit de Taïwan. Il est donc évident que la Chine a les moyens d'influencer le commerce mondial en conséquence. Pour la Chine, le conflit ukrainien est donc une expérience idéale en direct pour se rendre compte des différentes conséquences politiques et économiques". Thomas Starlinger a rappelé, à titre de comparaison, l'accident du canal de Suez avec le porte-conteneurs bloqué. L'économie européenne en a ressenti les effets pendant plus d'un an. Depuis quatre mois, il n'y a presque plus de trafic maritime en mer Rouge à cause des rebelles Houthis. Jusqu'à présent, environ 300 bateaux passaient chaque jour, mais actuellement, il n'y en a plus que 30 et le reste contourne l'Afrique du Sud.

Des institutions comme l'ONU et ses organisations affiliées perdent de plus en plus leur efficacité globale dans le cadre de la prévention et de la résolution des conflits. Des organisations comme les BRICS voient le jour pour contrecarrer le G7. Il existe en outre une nouvelle alliance militaire à l'Est - l'Organisation de coopération de Shanghai. La Chine, la Russie, l'Inde, etc. y sont représentées, mais aussi la Turquie, membre de l'OTAN.

De plus, la stabilité financière du monde est perturbée par les sanctions et les contre-sanctions. Ces dernières années, les Climate Actions connaissent régulièrement des chutes et des revers, de sorte que les objectifs climatiques seront difficilement atteignables. Parallèlement, des changements climatiques dramatiques sont déjà en cours, comme par exemple la fonte des pôles, qui sont irréversibles.

La cybersécurité et l'utilisation de l'espace prennent de plus en plus d'importance. Plus de 53'000 satellites sont actuellement en orbite, dont 5'500 appartiennent déjà à Elon Musk. Son plan : 50'000 satellites dans les 15 prochaines années - il est donc clair que les entreprises mondiales ont également une grande influence sur les développements économiques et donc sur la politique de sécurité.

Mais ce n'est pas tout, jetons aussi un coup d'œil sur le commerce mondial. Le Boston Consulting Group a publié une analyse intéressante à ce sujet. Le BCG a constaté que d'ici 2030, le volume des échanges commerciaux dans la région asiatique atteindra environ 1000 milliards de dollars américains. Pour avoir un chiffre de comparaison, le commerce entre l'Europe et la Russie diminue de 300 milliards de dollars US pendant cette période. On voit donc clairement où se déplacent les événements mondiaux, les principaux intérêts des principaux acteurs mondiaux.

Que faudrait-il faire maintenant ? Définitivement, développer des stratégies. Mais il faut également tenir compte des risques potentiels. Il faut mettre en place des systèmes d'alerte précoce étatiques et supranationaux afin de reconnaître à temps l'approche d'une crise et de pouvoir prendre les mesures correspondantes le plus tôt possible. La puissance des cerveaux est un grand avantage pour l'Europe. Mais nous devons aussi l'utiliser en conséquence pour rester en tête.

Il est également essentiel de mieux comprendre nos chaînes d'approvisionnement stratégiques et les risques auxquels nous nous sommes exposés. C'est pourquoi il est essentiel de mettre en place des chaînes d'approvisionnement résilientes et des sites de production diversifiés. Ursula von der Leyen a récemment déclaré à propos de la Chine que la plus grande erreur serait de rompre toutes les relations commerciales avec la Chine, l'astuce étant la diversification ! L'évaluation et l'anticipation des risques sont indispensables, dans tous les domaines. Prenons à nouveau l'exemple de l'approvisionnement en énergie. Qu'est-ce que l'Europe en a fait : nous avons échangé du gaz russe bon marché contre du gaz américain fissuré et coûteux. L'Europe devrait donc être honnête avec elle-même dans tous les domaines. Nous devons tirer rapidement et sans ménagement les leçons des défis géopolitiques, climatiques et autres que nous venons d'évoquer. Mais nous devons également faire preuve de prudence afin d'éviter que la multipolarisation de notre société, déjà en cours, ne se poursuive et que nous ne sortions de la courbe.

Un monde en pleine mutation - La guerre d'Ukraine, un tournant géostratégique

Markus Mäder, secrétaire d'État à la politique de sécurité, a lui aussi parlé clairement : "Nous le constatons tous, les relations internationales sont en pleine mutation et les tensions s'aggravent dans le monde entier, de nouveaux conflits éclatent. D'une part entre les grandes puissances, d'autre part entre les puissances régionales et bien entendu aussi au sein de différents Etats. L'Afrique, en particulier la région du Sahel, le Moyen-Orient, Gaza, la Syrie, l'Iran, Israël, l'Arménie, l'Azerbaïdjan - je pourrais continuer la liste encore quelques minutes. Mais un conflit se distingue tout particulièrement : la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine est un **tournant géostratégique**, car elle accélère et aggrave considérablement une tendance inquiétante qui existe depuis des années dans les relations internationales, marquant ainsi une évolution qui soulève des questions fondamentales sur l'avenir de l'ordre mondial". Cet ordre mondial en mutation n'est pas une construction abstraite, mais une réalité qui nous touche directement, a poursuivi Markus Mäder : "Nous, l'Europe, la Suisse, l'Autriche, sommes à la fois concernés et acteurs. Permettez-moi quelques réflexions sur ce que cela signifie pour la Suisse".

Conférence du Bürgenstock - microcosme des affrontements géopolitiques

L'agression de la Russie contre un État voisin souverain, en violation du droit international, et la conférence de haut niveau pour la paix en Ukraine qui s'est tenue au Bürgenstock incarnent de manière exemplaire la lutte actuelle pour la définition de l'ordre international. **Il existe manifestement des conceptions différentes de cet ordre.** L'échange de deux jours entre les chefs d'État et de gouvernement, ainsi que les ministres et les conseillers en sécurité nationale d'une centaine d'États et d'organisations internationales, était en quelque sorte un microcosme des affrontements géopolitiques en cours sur l'application des règles en vigueur et l'avenir du système international.

L'un des indicateurs des différentes conceptions de l'ordre mondial est donc de savoir quels États invités étaient présents à la conférence et, de manière presque plus significative, quels États ont délibérément choisi de ne pas participer à la conférence malgré l'invitation ou n'y ont envoyé qu'une observation. Bien entendu, l'objectif premier de la rencontre était de faire un premier pas, ou du moins de donner une impulsion à un éventuel processus de paix entre la Russie et l'Ukraine. Mais la conférence a également montré que de nombreux États sont sérieusement et fondamentalement préoccupés par l'état des relations internationales. L'organisation et le soutien de cette réunion de haut niveau s'inscrivaient donc pour de nombreux États dans le cadre de leurs efforts pour s'engager en faveur de l'ordre mondial actuel basé sur des règles. L'engagement des États participants en faveur de la Charte des Nations unies et du droit international était explicitement au cœur de la rencontre. Les votes des États étaient remplis de références et de termes tels que "rules-based world order", "international law", "UN-Charter", ou encore "sovereignty and territorial integrity of all states". Ces principes sont également

reconnus par ces États dans le Joint Communiqué, la déclaration finale de la conférence du Bürgenstock ("Communiqué du Bürgenstock"), qui a été cosignée par environ 80 États et organisations.

L'un des principaux objectifs de la conférence était de réunir non seulement les alliés évidents de l'Ukraine, mais aussi des États de toutes les régions du monde, y compris de ce que l'on appelle le "Sud mondial". Comme nous l'avons entendu, il s'agit de pays qui ne sont généralement pas alliés et qui tentent d'équilibrer leurs relations avec les poids lourds de la géopolitique. Nombre de ces pays continuent d'entretenir de bonnes relations avec Moscou et n'ont pas pris de sanctions contre la Russie, bien que la guerre et ses conséquences les préoccupent également. Le rôle de ces pays ne doit pas être sous-estimé. Le cas échéant, ils peuvent aussi aider à entamer le dialogue avec la Russie. Du point de vue de la Suisse, le nombre impressionnant de participants et le mélange équilibré de pays de toutes les régions ont donc été un élément essentiel du succès diplomatique. La conférence de haut niveau du Bürgenstock a aussi clairement confirmé que nous ne sommes pas seuls à nous inquiéter de l'état actuel de l'ordre international. De nombreux gouvernements et leurs populations à travers le monde partagent cette inquiétude et cherchent, comme nous, des moyens de préserver cet ordre.

Les ordres mondiaux précédents étaient-ils meilleurs ?

Concernant mon deuxième sujet. Pourquoi avons-nous l'ordre mondial actuel, dit basé sur des règles, et selon quels mécanismes fonctionne-t-il ? Les philosophes politiques décrivent l'état naturel du système international comme étant celui de l'anarchie. Cela signifie qu'il n'y a pas d'autorité supranationale supérieure qui puisse garantir un ordre stable et permanent de la communauté des États et l'application conséquente des règles. Mais cela ne signifie pas non plus que tous les États sont constamment engagés dans une lutte sanglante pour leur survie. Cela montre plutôt que certains **principes d'ordre et les puissances** ou blocs de puissances **qui les défendent** sont **indispensables** pour garantir la stabilité et relativiser la loi du plus fort. De tels principes d'ordre doivent être négociés, être dans l'intérêt mutuel et être respectés par tous.

Il est évident que les États puissants - en raison de leur potentiel de puissance géographique, économique, démographique, culturel et militaire - disposent d'un poids plus important et que ces États ont également plus d'influence sur l'organisation du système international, mais qu'ils doivent également assumer plus de responsabilités. La Suisse a elle aussi été et est toujours marquée par les changements géopolitiques. Depuis des siècles, elle est un petit Etat entouré de grandes puissances européennes. Dans un monde sans règles, dans un état naturel d'anarchie, elle serait une victime facile de l'affirmation débridée des intérêts des grandes puissances. La Suisse en a fait l'expérience de temps à autre au cours de son histoire. L'**histoire européenne** dans l'environnement immédiat de la Suisse a été **conflictuelle et plutôt sanglante pendant**

de nombreux siècles. On ne soulignera donc jamais assez à quel point un ordre international fondé sur des règles équilibrées et un système de sécurité collective qui fonctionne sont élémentaires pour la paix, la sécurité et la prospérité, y compris pour notre pays.

Au cours de l'histoire, les caractéristiques et les puissances garantes de l'ordre international ont toujours évolué. Les hégémonies et les empires fondateurs sont apparus et ont disparu, et leur remplacement s'est souvent accompagné d'une période de guerre. Heureusement, nous vivons actuellement dans un ordre mondial marqué par des principes, des mécanismes multilatéraux de règlement des conflits et des règles de conduite. Tous les États, les grands comme les petits, en profitent. Mais je pense que pour les petits, le maintien de ce système est encore plus existentiel. Pourtant, la notion d'ordre mondial fondé sur des règles est aujourd'hui interprétée de différentes manières. D'un point de vue occidental, il désigne un système de normes et de règles soutenu par des institutions internationales et des traités de droit international. Si nous voulons endiguer la loi du plus fort, nous avons besoin d'un système fondé sur des normes, les droits de l'homme, le droit international et la sécurité collective, qui respecte également la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États.

Et nous le savons, au centre se trouve bien sûr la Charte de l'ONU, établie en 1945 par les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, sous la direction des États-Unis. Et l'un des principaux acquis de cette charte de l'ONU est l'interdiction du recours à la force, inscrite dans le droit international. En d'autres termes, la guerre et l'agression entre Etats sont depuis lors interdites, à l'exception de la légitime défense individuelle et collective et des mesures coercitives contre un briseur de paix, qui peuvent être décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Ces principes et les règles qui y sont liées sont aujourd'hui de plus en plus mis à mal. Nous constatons malheureusement de plus en plus souvent que les droits de l'homme sont grossièrement violés, que les frontières internationalement reconnues sont ignorées de manière flagrante et que même des États souverains se voient refuser leur droit à l'existence. La force menace à nouveau de prendre le pas sur le droit, et le seuil d'inhibition pour l'utilisation de la force militaire a manifestement baissé de manière significative. Les instances centrales de maintien de l'ordre comme le Conseil de sécurité de l'ONU sont affaiblies et divisées sur les questions centrales de paix et de sécurité. Et tout cela sape le système de sécurité collective selon la Charte de l'ONU.

Les États-Unis, premiers garants de l'ordre mondial en vigueur

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont endossé le rôle principal de garant primaire de cet ordre mondial fondé sur des règles, et la grande majorité des États jouent activement dans ce concert. Mais les Etats-Unis, qui sont devenus la puissance hégémonique mondiale au cours de la Seconde Guerre mondiale, restent déterminants

pour le maintien de ce système. Loin d'être parfait, cet ordre mondial apparaît néanmoins, en comparaison historique, comme l'un des plus inclusifs et des plus libéraux, permettant à une grande partie des États de s'autodéterminer, de se stabiliser et de prospérer. **Au vu de l'évolution géopolitique actuelle**, il semble toutefois **incertain que les Etats-Unis soient toujours capables et désireux d'assumer cette responsabilité à long terme et dans la même mesure que par le passé.** Cette question ouverte ne se pose pas seulement au regard de l'issue des élections présidentielles américaines de cet automne, mais plus fondamentalement dans le contexte des failles tectoniques croissantes que nous pouvons observer en géopolitique, ainsi que des changements sociétaux, économiques et technologiques qui marquent une époque.

S'il y a une vision occidentale de l'ordre international, il y en a justement d'autres. Certains pays, comme la Chine et la Russie notamment, ont leur propre vision et interprétation de l'ordre en vigueur et tentent de façonner les institutions et les règles internationales dans leur sens. De leur point de vue, l'ordre mondial actuel est un ordre occidental qu'ils rejettent à bien des égards. Nous devons donc nous demander si nous vivons à une époque où, au niveau mondial, il s'agit d'une confrontation fondamentale entre des systèmes ouverts et libéraux d'une part et des systèmes fermés et autoratiques d'autre part. De nombreux éléments indiquent en tout cas que **deux camps de ce type sont en train de se former au niveau mondial.** Les deux camps s'efforcent de rendre l'environnement international aussi favorable que possible à la prospérité de leur propre modèle d'État et de société.

Parallèlement, le "Sud global", les réformateurs, un groupe d'États émergents et souvent très peuplés, réclament davantage de poids dans l'élaboration des règles du jeu international. Et nombre de ces États refusent délibérément de se laisser enfermer dans l'un ou l'autre camp. Il s'agit certes d'un groupe hétérogène sur le plan politique et économique, mais certaines parties des **pays BRICS+ représentent à elles seules près de la moitié de la population mondiale et un tiers du produit intérieur brut mondial.** Il ne s'agit donc pas d'une ligue junior, mais au contraire d'un groupe d'États de plus en plus puissant sur le plan économique et démographique, qui se fait de plus en plus remarquer sur la scène mondiale. Il est compréhensible que ces Etats aspirent à participer davantage à l'ordre mondial. De grandes parties du "Sud global" étaient encore colonisées et marginalisées lorsque la plupart des éléments de l'ordre international actuel ont été négociés. Comme nous le voyons aujourd'hui, l'Occident n'a depuis lors que partiellement réussi à intégrer ces pays de manière adéquate. Au lieu de poursuivre des intérêts communs et de promouvoir l'ordre basé sur des règles, il apparaît de plus en plus clairement que, d'une part, de nouveaux acteurs apportent leurs propres idées dans le système international et réclament davantage d'espace de conception, le "Sud global", et que, d'autre part, deux sphères d'influence fondamentalement différentes se dessinent : d'une part, l'Occident, avec les États-Unis, l'Europe et d'autres États

démocratiques et d'inspiration libérale occidentale, qui souhaitent préserver l'ordre mondial actuel basé sur des règles, le statu quo.

D'autre part, une sphère se forme avec la Chine, la Russie et d'autres États plutôt autoritaires qui défient ces règles et poursuivent un agenda révisionniste. La **rivalité stratégique entre** la superpuissance établie que sont **les Etats-Unis** et la superpuissance émergente qu'est **la Chine** restera l'**élément structurellement dominant de la politique mondiale** pour les **décennies à venir**. Les relations économiques, l'accès aux marchés et les chaînes d'approvisionnement suivent de plus en plus une logique de puissance et de sécurité. Ces évolutions entraînent une tendance à la formation de blocs qui commencent à se répercuter sur tous les domaines de la politique et de la vie, donc également dans le domaine économique et technologique. Le consensus de base nécessaire à un ordre mondial stable et fondé sur des règles semble entre-temps s'effriter le long de cette ligne de fracture géopolitique, et nous vivons cette phase de changement et nous nous trouvons probablement dans la transition vers un ordre mondial - de notre point de vue - moins occidental.

Soft et Smart Power de la (petite) Suisse pour un ordre mondial basé sur des règles

Pour ma troisième réflexion : qu'est-ce que cela signifie pour la Suisse ? La Suisse est directement concernée, mais au vu de l'ampleur et de la complexité de ces développements, on peut en conclure qu'en tant que petite nation, nous sommes impuissants face aux caprices de ces tempêtes géopolitiques. Mais sommes-nous vraiment impuissants et que pouvons-nous faire malgré tout ? Bien sûr, nous ne pouvons pas influencer de manière décisive le jeu des forces géopolitiques. La **Suisse** dispose néanmoins de **certains leviers** qu'elle peut utiliser pour maintenir un ordre fondé sur des règles. Cela fonctionne le plus efficacement **en collaboration avec d'autres Etats** et organisations multilatérales, avant tout bien sûr avec les Etats qui défendent les mêmes valeurs et principes. Par son engagement diplomatique et humanitaire de longue date, la Suisse s'engage en faveur de l'ordre fondé sur des règles. Le maintien de celui-ci est également un objectif déclaré de la politique étrangère suisse. Mais cela implique aussi que nous nous efforçons de réformer les institutions internationales, par exemple pour mieux intégrer les pays du "Sud global" et ainsi les convaincre de s'engager eux-mêmes en faveur de cet ordre.

La politique de sécurité et de défense de la Suisse est elle aussi en train de s'adapter à ce processus de changement international. D'une part, la Suisse contribue, dans la mesure de ses possibilités et de ses capacités, à des missions de paix mandatées par l'ONU. D'autre part, le Conseil fédéral a décidé de renforcer notre propre capacité de défense et d'intensifier la coopération en matière de politique de sécurité avec les partenaires euro-atlantiques. Il s'agit bien sûr d'une réponse directe à l'agression russe qui, au-delà de l'Ukraine, menace l'ensemble de l'ordre européen de paix et de sécurité. Au sein du DDPS, nous travaillons intensément à renforcer à nouveau cette capacité de

défense et à approfondir la coopération avec nos partenaires internationaux. Face à la guerre dans notre environnement stratégique, notre politique de sécurité nationale a de nouveau connu une revalorisation massive. Et ce, après presque trois décennies durant lesquelles la politique de sécurité a joué un rôle plutôt secondaire.

La décision du Conseil fédéral de créer un **Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité** est également une conséquence de cette prise de conscience et des défis croissants en matière de politique de sécurité. La situation exige plus que jamais une stratégie de politique de sécurité prévoyante, interconnectée, globale et bénéficiant d'un large soutien politique et social. Nous devons créer un réseau de sécurité robuste au niveau national. Nous devons en même temps approfondir la collaboration avec nos partenaires internationaux afin de nous porter garants ensemble du maintien des règles internationales. Ce faisant, nous devrions considérer les possibilités d'action de la Suisse de manière globale. Par rapport à sa dimension territoriale et démographique, la Suisse est certainement un petit État qui peut projeter **peu de hard power**. Mais en même temps, elle dispose d'un certain **soft power - on pourrait aussi dire smart power** - qu'elle peut mettre dans la balance en faveur d'un ordre basé sur des règles. Je pense ici à nos relations commerciales, à notre recherche et développement, à notre capacité d'innovation, à nos contributions à la stabilité du système financier international, à notre coopération économique et au développement, et aussi à notre engagement en faveur du respect du droit international et des droits de l'homme. Il faut admettre que la Suisse ne peut pas, à elle seule, stopper l'érosion de l'ordre international. Mais la Suisse peut et doit apporter sa contribution. Et avec les contributions de nombreux autres États, nous obtenons un impact non négligeable. Il s'agit donc de ne pas rester impuissants face aux bouleversements géopolitiques, mais de nous engager, en tant qu'acteurs impliqués, pour le maintien de l'ordre fondé sur des règles, qui nous est si essentiel.

Discussion en panel :

Outre les deux orateurs, le major général Thomas Starlinger et le secrétaire d'État Dr Markus Mäder, d'autres experts ont participé au panel : Dr Marcel Berni, chargé de cours en études stratégiques par intérim à l'Académie militaire (MILAK) de l'EPF de Zurich, Dr Urs Loher, directeur de l'Office fédéral de l'armement armasuisse et Dr Wolfram Kuoni, président du conseil d'administration de Ferrexpo AG. Le panel a été modéré par Fredy Müller, directeur du FORUM SÉCURITÉ SUISSE.



Les ordres mondiaux passés n'étaient ni libéraux ni démocratiques

Fredy Müller a tout d'abord demandé au secrétaire d'État Mäder pourquoi l'ordre mondial actuel est l'un des plus libéraux et pourquoi nous devrions nous en féliciter.

Markus Mäder a souligné qu'il s'agissait bien entendu de notre point de vue occidental et que divers intervenants ayant une perspective différente le mettraient en doute. Mais d'un point de vue européen, occidental - et si nous passons l'histoire en revue et pensons à toutes ces hégémonies et empires qui ont tenté de créer de l'ordre au cours des quelque 2000 dernières années -, le système auquel nous assistons depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale est probablement le plus inclusif et le plus libéral. Comme je l'ai dit, il n'est pas parfait, mais pensons par exemple à l'Empire britannique : la justice qui y régnait vis-à-vis des entités non britanniques n'était certainement pas extrêmement prononcée. Ne parlons même pas de la conception de l'ordre du régime nazi et du militarisme japonais. Mais aussi l'Empire ottoman, le Saint Empire romain germanique

ou l'Empire romain : il s'agissait en fait de systèmes d'ordre basés avant tout sur la contrainte, la soumission et le paiement de tributs. Je pense que, comparé à ces systèmes, le soi-disant "rules-based world order" - tel que le conçoivent les États-Unis et l'"Occident global" - est relativement bienveillant et basé sur des règles. Et de nombreux pays y participent en fait volontairement, jusqu'à un certain point. Nous le voyons avec l'exemple de l'Ukraine. Depuis la fin de la guerre froide, celle-ci tente de s'éloigner de la sphère impériale de l'ex-Union soviétique ou de la Russie - basée sur la contrainte et la soumission - et d'entrer volontairement dans la sphère hégémonique des Etats-Unis.

Modérateur : Comme vous l'avez expliqué, les institutions internationales sont essentielles au bon fonctionnement de l'ordre mondial fondé sur des règles. Or, on sait que l'ONU est affaiblie. La question se pose donc de savoir dans quelle mesure des réformes sont possibles ? De nouveaux pays du Sud devraient-ils être admis au Conseil de sécurité de l'ONU ? Ou est-ce que seule une nouvelle guerre permettra de trouver de nouvelles solutions ?

Thomas Starlinger : Les guerres, nous les avons déjà. Le monde occidental s'est bercé de l'illusion que si nous faisions le bien, cela se propagerait tout seul. Ce faisant, nous n'avons pas tenu compte d'une chose et nous devons aussi faire notre autocritique sur notre propre développement : Depuis la Révolution française, il nous a fallu bien 200 ans pour mettre en place notre ordre basé sur des règles. Et avec une certaine arrogance occidentale, nous avons tenté d'imposer ce développement à d'autres cultures en l'espace de quelques décennies. Si nous regardons le continent africain, l'Europe a déjà apporté sa contribution au désordre qui y règne et nous sommes désormais confrontés à ses conséquences. La grande question est de savoir si l'ONU peut être modifiée de manière évolutive ou si une révolution est nécessaire ? Prenons le Conseil de sécurité de l'ONU. Le veto, issu de la Seconde Guerre mondiale, a plus ou moins bien fonctionné pendant des décennies. Il faudrait maintenant le mettre au placard.

Permettez-moi de développer un deuxième point. Il y a un déséquilibre évident dans l'aide à l'Ukraine. Jusqu'à présent, l'UE a investi environ 150 milliards dans le domaine militaire en Ukraine - en comptant l'aide bilatérale -, auxquels s'ajoute la même somme sous forme d'aide économique. Pendant ce temps, le continent africain a reçu quelques millions. Du côté africain, on dit donc à juste titre : "Si cela vous concerne directement, vous les Européens, vous faites quelque chose. Quand cela nous concerne, nous les Africains, vous attendez généralement".

Enfin, la question se pose de savoir si une refonte des mécanismes de prise de décision au sein des Nations unies peut se faire de manière évolutive ou si elle nécessite une révolution.

Le Sud mondial est essentiel à la poursuite d'un ordre mondial fondé sur des règles

Marcel Berni : Je constate également que la double morale de l'Occident dans la guerre en Ukraine est également utilisée actuellement dans le Sud mondial. Mais la perception y est différente. Ces pays argumentent qu'il n'est pas plus juste qu'ils puissent enfin profiter eux aussi du pétrole, du gaz, du charbon, etc. bon marché de la Russie. Il est donc important que nous ne succombions pas à une perspective complètement eurocentrique. Nous devons également comprendre que cette guerre a trouvé de nombreux profiteurs ou resquilleurs dans le Sud global, qui veulent décider tantôt d'une manière tantôt d'une autre. Ceux-ci essaient justement de tirer profit de cette guerre, on le voit aujourd'hui au Proche-Orient. Tout cela repose sur l'argumentation selon laquelle le Sud a été exploité pendant des siècles par l'Occident. La guerre en Ukraine n'est pas seulement une guerre à l'est de l'Europe, mais une guerre avec des implications mondiales, notamment en ce qui concerne la confrontation des blocs.

Markus Mäder : Ce n'est pas comme si le "Sud global" et l'Afrique en particulier étaient totalement homogènes. Lors de la conférence du Bürgenstock, nous avons également eu des entretiens avec des États africains qui sont très préoccupés et se font exactement les mêmes réflexions. Ils disent qu'en tant que petits États, ils ont besoin que les règles internationales soient respectées. L'intégrité territoriale et la souveraineté sont pour tous et doivent être respectées, et ils ont également des problèmes avec les conséquences de la guerre, par exemple sur les prix des denrées alimentaires et les chaînes d'approvisionnement. Il y a donc bien sûr aussi des profiteurs, comme nous l'avons déjà mentionné, mais il y a aussi des États en Afrique qui disent très clairement qu'ils ont un intérêt et une responsabilité à aider à résoudre cette crise, cette guerre.

Modérateur : La conférence de paix du Bürgenstock est un bon exemple de la manière dont la Suisse peut apporter une contribution précieuse au maintien d'un ordre mondial fondé sur des règles. La Suisse devrait-elle continuer sur cette voie et former une alliance avec des Etats "intéressés" d'Afrique ou du Sud global ? C'est ce que nous avons réussi à faire dans le cadre de la Banque mondiale, lorsque la Suisse a rapidement reconnu diplomatiquement les anciennes républiques soviétiques en 1991 - après la chute de l'URSS - et qu'elle a pu ensuite former avec elles son propre groupe au sein de la Banque mondiale.

Wolfram Kuoni : Je pense que la Suisse devrait aussi connaître ses limites à ce sujet et que le blocage au Conseil de sécurité de l'ONU est un peu trop grand pour nous. Mais il y a l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, qui est aujourd'hui dysfonctionnelle. L'Occident doit vraiment se prendre en main, car depuis des années, les États occidentaux, et en particulier les États-Unis, ne nomment pas de nouveaux juges pour le règlement des différends. C'est pourquoi il n'y a plus de règlement des

différends depuis des années et l'effet dissuasif des règles de l'OMC a donc disparu. Dans la guerre commerciale actuelle, on n'utilise plus non plus l'OMC comme argument, mais Trump a invoqué des intérêts de sécurité nationale lorsqu'il a décrété les droits de douane punitifs contre la Chine en 2018, notamment dans le domaine de l'acier. Biden a maintenant fortement augmenté les droits de douane sur les VE chinois. L'UE évolue au moins encore dans le cadre de l'OMC et argumente que ces droits d'importation compensent des subventions publiques inadmissibles. Là-bas, on essaie encore d'agir en conformité avec l'OMC. En bref, l'OMC serait un chantier sur lequel la Suisse pourrait faire la différence.

La durabilité et le bon fonctionnement de l'économie sont des conditions préalables à la paix mondiale

Modérateur : Un autre thème important est celui des Objectifs de développement durable de l'ONU - comme cela a déjà été évoqué dans les exposés - et de la problématique du climat qui y est liée et qui touche désormais de nombreuses régions et pays dans le monde.

Thomas Starlinger : Nous devons réussir à trouver des solutions durables avec les gouvernements et les régimes locaux. Pour cela, nous ne pouvons pas éviter de ne pas toujours mettre en avant nos valeurs occidentales en faveur de ces évolutions et de chercher des solutions avec ces États. En outre, nous n'avons pas encore parlé de l'évolution démographique sur le continent africain. Celle-ci vient s'ajouter à la crise climatique. Au cours des 25 prochaines années, la population du continent va doubler, passant de 1,2 à 2,4 milliards. Dans ce contexte, des questions fondamentales se posent en Occident sur la manière dont nous voulons traiter l'Afrique et sur la façon dont les problèmes climatiques et démographiques peuvent être atténués avant que des flux de réfugiés encore plus importants ne se pressent vers l'Europe.

Marcel Berni : Je pense qu'il s'agit surtout d'équilibrer le système actuel. Il s'agit de déterminer qui fait quelles concessions, car il s'agit aussi de ressources naturelles importantes et de droits d'accès. Si vous pensez à l'initiative chinoise One Belt, One Road, il s'agit pour l'Occident d'un arbitrage stratégique. Pendant la guerre froide, les pays du Sud étaient encore non-alignés et se positionnaient d'une manière ou d'une autre. Aujourd'hui encore, nombre de ces pays du Sud me rappellent cette constellation. Je suis convaincu qu'il serait préférable de lier une grande partie de ces pays à eux-mêmes ou du moins à l'ordre international occidental basé sur des règles. Sinon, on risque de les perdre.

Modérateur: Que faut-il donc pour gagner ces pays à l'ordre international fondé sur des règles ?

Thomas Starlinger : Il faut certainement de la patience et de l'anticipation. C'est quelque chose de très important, car dans notre monde occidental, lorsque nous parlons de stratégies, nous ne les envisageons généralement qu'à court terme. Prenons par exemple la Chine, qui a une stratégie claire jusqu'en 2045 et au-delà. La patience est donc importante, car nous devrons simplement prendre note de différents processus et développements qui sont actuellement en cours. Nous devons avant tout traiter le Sud mondial d'égal à égal. Si nous voulons que ces pays soient de notre côté, il faut du respect et de la reconnaissance.

Markus Mäder : Ce que l'on appelle l'"Orient global" et l'"Occident global" sont les deux forces qui tentent de façonner et de dominer l'ordre mondial. Les pays du "Sud global" regardent ce qui leur convient le mieux. Ils le font légitimement pour rattraper et corriger des évolutions qui n'ont pas toujours été en leur faveur dans le passé. Cela signifie que nous devons accepter que la voie européenne/occidentale ne soit pas la seule à pouvoir mener au but. Nous le savons grâce aux projets militaires de promotion de la paix en Afrique. On constate régulièrement que certains pays européens tentent d'expliquer aux forces de sécurité africaines comment elles doivent organiser une mission. Les Européens arrivent avec leurs concepts, essaient de les mettre en œuvre et s'étonnent ensuite que cela ne fonctionne pas comme prévu. Je pense que dans une certaine mesure, il faut aussi faire preuve d'humilité et accepter que les acteurs africains aient en tête une autre solution, mieux adaptée au contexte local. Il s'agit de développer des solutions ensemble. C'est ce que nous appelons l'appropriation locale. Si nous voulons soutenir des projets avec succès, l'un des critères d'évaluation est toujours de permettre l'appropriation locale, afin que les solutions soient plus durables.

Lutte pour les "hearts and minds"

Modérateur : Si nous parlons de l'ordre mondial fondé sur des règles, l'attaque de la Russie contre l'Ukraine a été une violation claire des règles, un tournant. A quel point l'attaque russe a-t-elle également effrayé les pays du Sud mondial, d'autant plus que le commerce mondial a également été affecté. N'était-ce pas un eye opener pour ces pays ?

Markus Mäder : En partie, en partie. Je pense que ces pays ne sont pas homogènes et qu'il existe différentes perceptions. En ce moment, la bataille pour les "hearts and minds" de ces pays est pleinement engagée. Poutine et son ministre des Affaires étrangères Lavrov se rendent régulièrement en Afrique pour rallier certains pays à leur cause. La communauté euro-atlantique fait de même. Et c'est là que l'on voit qu'il n'y a pas un Sud global avec une seule opinion. On l'a bien vu lors de la conférence du Bürgenstock. Il y a des pays qui partagent l'ordre mondial et ses règles. Et puis il y en a d'autres qui n'ont pas été invités ou qui ne sont pas venus parce qu'ils partagent plutôt la vision du monde de Moscou et de Pékin.

Wolfram Kuoni : Dans le domaine du commerce, il faut encore ajouter que les États africains ont pu remplacer les livraisons agricoles annulées et manquantes de la région de la mer Noire principalement par des fournisseurs d'Amérique latine. Cela a montré l'importance du bon fonctionnement des marchés. C'était un excellent exemple de la manière dont les marchés mondiaux peuvent équilibrer un tel conflit local.

Modérateur : Comme nous l'avons dit, l'économie joue un rôle absolument essentiel dans la pérennité de l'ordre fondé sur des règles.

Thomas Starlinger : Dans l'épreuve de force géopolitique, le gagnant sera celui qui parviendra à mettre le Sud mondial de son côté. Prenons l'exemple de l'Inde. Sa population est aujourd'hui plus importante que celle de la Chine. L'Occident a donc besoin d'une stratégie pour gérer cette situation, notamment en ce qui concerne les pays BRICS. Ce qui se passe là-bas est un contrepoids absolu au G7 et au monde économique occidental. De telles réflexions seront la clé du succès.

Marcel Berni : C'est exact. Outre la patience et la confiance mutuelle, il faut aussi une preuve que la coopération économique avec l'Occident peut conduire à la prospérité. Ce serait la meilleure carte de visite et une raison valable de s'accrocher au système.

Wolfram Kuoni : Dans le cas du Sud mondial en particulier, on constate que le marché agricole est l'exemple parfait du fonctionnement des marchés mondiaux. Le commerce mondial a doublé au cours des 30 dernières années. Le commerce agricole a même été multiplié par sept. Le commerce agricole est donc un exemple parfait de la lutte contre la pauvreté et la faim dans le Sud mondial. C'est ce genre d'arguments que nous devrions mettre en avant. Car dans la lutte géopolitique actuelle, nous ne devrions pas seulement dire ce que nous avons fait de mal dans le passé en tant qu'États coloniaux, mais aussi mettre en avant, en marchant droit, les avantages de notre système et nos valeurs.

Le détroit de Taïwan, talon d'Achille du transport mondial de marchandises

Modérateur : Dans l'épreuve de force actuelle pour l'ordre mondial existant ou un nouvel ordre mondial, la Chine joue un rôle dominant. Comment l'Occident doit-il faire face à ce défi ?

Markus Mäder : Les relations avec la Chine sont très différentes de celles avec la Russie, parce que la Chine joue un tout autre rôle, a un autre poids, surtout sur le plan économique. Il y a quelques semaines, j'étais au Shangri-La Dialogue à Singapour, où il est question de la sécurité en Asie-Pacifique et de ses répercussions sur l'Europe et d'autres régions du monde. Nous pouvons y observer à quel point il est difficile pour les pays de la région d'être entre les États-Unis et la Chine. Les États-Unis sont pour eux le garant de la sécurité et la Chine leur principal partenaire commercial et économique. On a besoin des deux, et le moment où l'on doit choisir son camp, on aimerait l'éviter autant

que possible. Et je pense que la situation est assez comparable pour l'Europe. La diversification est quelque chose qu'il faut garder à l'esprit pour ne pas devenir inutilement dépendant, ou aussi peu que possible, des chaînes d'approvisionnement, des institutions et des comportements chinois.

Thomas Starlinger : A l'échelle mondiale, le prochain grand tsunami qui nous attend est la crise qui se développe autour de Taiwan. Il n'y aura certainement pas là-bas de guerre conventionnelle comme celle que nous voyons aujourd'hui en Ukraine, c'est-à-dire que la Chine détruirait Taïwan. Les deux tiers des semi-conducteurs dans le monde et plus de 83 % des puces électroniques, qui sont essentielles pour l'industrie automobile, sont produits à Taiwan. Il ne s'agit donc pas seulement de prendre possession de Taïwan pour des raisons historiques, mais celui qui possède Taïwan a également la main sur la production mondiale de semi-conducteurs. La Chine se prépare à ce conflit. Il existe également des parallèles avec les années précédant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Pensez aux exercices militaires chinois permanents. L'intensité augmente. Dans le détroit de Taïwan, la Chine sera en mesure de restreindre de manière significative le trafic commercial à partir de 2027. Et nous, Européens, devons-nous demander ce que nous faisons dans une telle situation. Diversifier est une approche raisonnable, mais couper les relations diplomatiques avec la Chine ne serait certainement pas la bonne solution.

Marcel Berni : Le président Xi veut Taiwan. Personne ne peut prévoir quand exactement il tentera d'entreprendre une invasion amphibie. On ne sait pas si cela se fera en 2027 ou en 2030. Mais il a demandé à ses forces armées d'être prêtes à la fin des années 2020. Et nous aurons alors un énorme problème en Europe. La guerre actuelle en Ukraine n'était qu'un prélude. En cas de conflit Chine-Taïwan, plus aucun semi-conducteur ne sera exporté vers l'Europe, car Taïwan doit faire face à la Chine dans sa lutte pour la survie nationale. Les Américains soutiendront probablement Taiwan dans une éventuelle guerre. Personne ne sait comment celle-ci se terminera. L'Occident doit être conscient de ces dangers - économiques, politiques, diplomatiques - car cette crise se dessine de plus en plus. Et les répercussions seront incomparablement plus fortes que celles de la guerre en Ukraine.

Markus Mäder : Effectivement, cela aurait des répercussions massives sur la politique mondiale, que nous ressentirions alors aussi clairement en Suisse et dans toute l'Europe.

Wolfram Kuoni : Nous voyons déjà comment la politique économique et industrielle américaine anticipe déjà de telles évolutions.

Importance de l'industrie de l'armement pour un pays

Modérateur : Parlons maintenant d'un secteur très particulier de l'économie, à savoir l'industrie de l'armement. Dans le cadre de l'augmentation massive des tensions géopolitiques et de la guerre en Ukraine, la question de la capacité de défense d'un pays est revenue de plus en plus souvent à l'esprit du public. Comme chacun sait, une armée équipée en fait partie. Urs Loher, pourquoi est-il actuellement difficile de rééquiper rapidement une armée et d'être prêt à intervenir en cas d'urgence ?

Urs Loher. Pour les Américains, ce n'est pas très difficile. Pour la Suisse, si, parce que nous ne disposons plus d'une industrie d'armement classique et que celle-ci n'a majoritairement plus d'importance. Nous nous procurons les grands systèmes presque exclusivement à l'étranger. Et lorsque les besoins augmentent et qu'il y a un excédent de demande et que la Suisse veut acquérir certaines armes, nous nous retrouvons au bout de la file d'attente parce que d'autres pays veulent la même chose.

Les engins guidés sol-sol que nous voulions acquérir en sont un bon exemple. Il y a deux ans encore, on partait du principe que la durée d'acquisition serait de 24 mois ; actuellement, il faut compter trois à quatre ans et les prix, notamment ceux des munitions, sont 50% plus élevés qu'auparavant. Cela signifie que le peu de moyens dont nous disposons est encore une fois divisé par deux en raison des coûts supplémentaires. Malheureusement, l'inflation était et est encore en partie élevée. Si l'inflation est de trois à quatre pour cent et que, chez nous, les programmes d'acquisition durent cinq à dix ans, nous arrivons rapidement à des coûts de 20 à 30 pour cent plus élevés. Si, en plus, nous essayons de synchroniser les délais de livraison de manière à disposer des systèmes et du matériel au moment où nous en avons besoin, cela devient difficile. Surtout si nous avons encore le sentiment d'avoir jusqu'en 2030, 2035 ou 2040 pour alimenter à nouveau entièrement notre armée.

Modérateur: Vous avez également dit dans des interviews, peu après votre prise de fonction, que vous essayez de travailler de plus en plus avec des partenaires, avec vos pairs en Allemagne, en France, etc. Est-ce que cela pourrait être une approche prometteuse si l'on acquérait ensemble certains systèmes d'armes ?

Urs Loher : Il y a différents facteurs qui sont essentiels pour nous. Le plus important est que nous ayons quelque chose à offrir que d'autres veulent obtenir. Cela signifie que nous devons faire preuve de fermeté lors des négociations, en particulier lorsque la guerre et les crises ont éclaté et qu'il s'agit de tenir bon. D'autre part, nous ne pouvons le faire qu'avec d'autres partenaires, que ce soit par la voie bilatérale ou multilatérale. Mais cela implique que nous ayons un plan précis pour savoir quand et de quoi nous avons besoin pour développer nos capacités. Et nous devrions ensuite comparer ce plan avec les pays européens ou au moins avec les pays occidentaux, afin de voir où se situent des problèmes ou des besoins similaires.

Le 17 août 2023, le chef de l'armée a en effet présenté son livre noir avec sa vision de l'avenir de l'armée. Mais si l'on considère la vitesse à laquelle la technologie évolue, l'armée de 2035 ne sera probablement plus la même qu'aujourd'hui. Et le train est plus ou moins parti pour la Suisse en ce qui concerne ses propres contributions. Nous ne construirons pas nos propres chars ni nos futurs avions de cinquième ou sixième génération. Nous allons essayer de développer des atouts là où la Suisse est traditionnellement forte avec ses universités et ses hautes écoles. L'objectif devrait être de faire passer les produits demandés des hautes écoles à l'armée en passant par les PME et l'industrie. Je pense en particulier aux drones, un domaine dans lequel la Suisse est très forte. Mais aussi à l'intelligence artificielle, où nous occupons la deuxième ou troisième position mondiale. Et puis aussi toute la technique quantique, les capteurs quantiques, où nous sommes forts. Je suis également convaincu qu'il s'agira des technologies de demain et nous devons profiter de l'occasion pour conserver en Suisse ces technologies et le savoir-faire qui y est lié, et les intégrer dans l'armée.

Thomas Starlinger : Il existe ici un éventail de coopérations allant du bilatéral ou multilatéral. Sky Shield en est un bon exemple, auquel la Suisse participe. Sky Shield se compose de systèmes de différentes portées et de différents systèmes de défense. L'important dans la mise en place de ce bouclier antiaérien européen est d'acquérir des systèmes qui soient interopérables.

Urs Loher : Je pense que la Suisse doit faire attention à ne pas disparaître complètement du radar. Nous avons perdu beaucoup de goodwill et de confiance au début de la guerre en Ukraine, notamment sur le thème des munitions Gephard. Nous ne sommes plus considérés comme fiables, mais comme le maillon le plus faible de la chaîne d'approvisionnement. Et si nous n'essayons pas de changer cela, si nous ne faisons pas de progrès dans ce domaine, alors nous serons complètement éliminés. Nous connaîtrons alors l'isolement complet de la Suisse.

Thomas Starlinger : Je ne veux pas remuer le couteau dans la plaie, mais l'Autriche en a fait l'expérience. Dans les années 80, nous avons annulé à la dernière minute nos cuirassés qui auraient dû être livrés au Chili. Ce fut la première baisse significative pour l'industrie de l'armement autrichienne. Ensuite, nous avions un très bon canon, le Noricum, qui a été utilisé par les belligérants dans le conflit Iran-Irak. Mais celui-ci a également été supprimé en raison de la neutralité autrichienne. Ce fut la fin d'une importante industrie d'armement autrichienne. Quand on veut être neutre et qu'on va jusqu'au bout, on est dans une position défavorable pour sa propre industrie d'armement. On ne produit pas des armes pour les musées ou les défilés militaires, mais pour les cas graves, pour les guerres. Tout le monde devrait en être conscient.

Une entreprise de minerai de fer en Ukraine défie la guerre

Modérateur : Faisons encore une fois un lien thématique avec l'Ukraine. Nous avons parmi nous un expert, Wolfram Kuoni, qui se rend régulièrement là-bas. Que pense l'Ukraine de la Suisse ?

Wolfram Kuoni : On est reconnaissant pour tout soutien et on comprend, surtout dans les cercles sélects, la situation particulière de la Suisse en matière de politique de neutralité. En même temps, la situation en Ukraine est très dramatique. Je peux l'illustrer brièvement à l'aide de notre entreprise, Ferrexpo. Nous sommes une entreprise importante, nous avions 10'000 employés avant la guerre, nous en avons encore 8'000 aujourd'hui. Nous sommes la seule entreprise ukrainienne cotée en bourse à Londres et nous sommes responsables de trois pour cent des exportations de l'Ukraine. En Suisse, nous nous occupons de toute la commercialisation et de tout le financement. Nous sommes bien sûr touchés du côté du personnel, dix pour cent de nos effectifs ont été réquisitionnés. Nous avons aussi beaucoup de vétérans que nous essayons de réintégrer. Nous avons des mouvements de réfugiés incroyables, plus de 10 millions de personnes qui sont en fuite, la moitié à l'étranger, l'autre moitié en Ukraine même. En résumé, une situation tout simplement dramatique.

Le deuxième grand défi est la logistique. Avant la guerre, nous exportions 50 % de nos produits par la mer Noire. Du jour au lendemain, la mer Noire s'est fermée. Nous avons dû réorganiser toute la chaîne logistique en conséquence et nous l'avons fait de telle sorte que nous ne sommes plus allés avec nos wagons de chemin de fer à Odessa, où nous avons un port, mais à Ismajil, un petit port sur la rive ukrainienne du Danube. Là, nous avons transbordé nos marchandises, non pas comme à Odessa sur les navires Panamax, qui peuvent transporter 240 000 tonnes, mais sur des barges qui ne peuvent transporter que 1,8 tonne. Nous en avons attaché six à chaque fois et avons donc descendu le Danube et traversé le canal de Sulina en Roumanie. Ensuite, nous sommes enfin entrés dans le territoire de l'OTAN, puis nous avons traversé le Bosphore. C'était donc une difficulté incroyable, mais nous y sommes parvenus. Je pense que les investissements dans la logistique que nous avons faits avant la guerre ont porté leurs fruits.

Le troisième facteur est l'énergie, qui est un sujet énorme. La semaine dernière, je n'étais pas au Bürgenstock, mais à Berlin pour l'Ukraine Recovery Conference, où il était plutôt question de thèmes économiques, et le sujet le plus important à cet égard est l'approvisionnement en énergie. Sur les 55 GW de capacité de production, il en reste environ 20. L'année dernière, les Russes ont principalement visé les réseaux de transport, qui pouvaient encore être réparés de manière assez provisoire. Désormais, c'est la capacité de production proprement dite qui est visée, le nerf de la guerre. C'est pourquoi nous sommes confrontés en permanence à des coupures de courant, à une situation de pénurie d'électricité et aux rationnements qui en découlent.

La population en Occident n'a connu jusqu'à présent que la paix et la prospérité

Modérateur : Nous entendons chaque jour, voire chaque heure, des rapports dramatiques en provenance d'Ukraine, de Gaza, du Soudan ou d'autres zones de guerre et de conflit. Pourtant, on constate que la politique et la population en Suisse - ou doit-on dire en Occident - n'ont pas encore vraiment pris conscience de la gravité de la situation.

Markus Mäder : Je pense que la prise de conscience est actuellement l'un des grands défis. Les générations, dont je fais partie, n'ont connu que la paix, la prospérité et la sécurité dans leur vie d'adulte - depuis la fin de la guerre froide. Il est difficile d'accepter qu'un autre chapitre s'ouvre maintenant. C'est peut-être l'état normal de l'histoire, que les choses soient un peu plus rudes et conflictuelles. Mais c'est un exercice d'équilibrisme que de faire comprendre cela à la population sans pour autant créer la panique et être alarmiste. Je pense que dans un système comme celui de la Suisse, une seule institution ou autorité ne peut pas assumer cette tâche à elle seule. Il faut au contraire une sensibilisation permanente de la part des différents acteurs, dont la politique fait également partie. En outre, ce processus doit se dérouler à différents niveaux de l'État, mais aussi sous la forme d'événements tels que ceux que nous organisons aujourd'hui. Je pense qu'il est extrêmement important de montrer aux gens que la situation est grave, mais que nous pouvons et devons faire quelque chose pour y remédier.

Modérateur : Monsieur Starlinger, avons-nous tenu la population dans l'ignorance et l'avons-nous insuffisamment informée ? A l'époque, en tant que ministre de la Défense, vous avez rédigé un livre blanc et effectué un important travail d'information, qui porte aujourd'hui ses fruits avec le recul.

Thomas Starlinger : Le Livre blanc était - exactement comme vous l'avez décrit - un exercice d'équilibre entre l'explication à la population et le fait de ne pas créer de panique. On peut se demander pourquoi l'éducation politique dans les écoles et l'explication de processus aussi complexes ne sont pas une matière obligatoire comme les mathématiques ou l'allemand ? Il s'agit bien sûr d'un processus de longue haleine, mais la population a besoin et supporte de telles informations. Nous tous ici présents dans ce panel - à l'exception de M. Berni - et une grande partie de la population en Occident avons grandi à l'âge d'or. Mais en réalité, le changement d'ère politique et économique a commencé depuis longtemps.

Modérateur : Monsieur Berni, vous faites partie de la jeune génération : comment votre génération perçoit-elle la nouvelle situation de la menace ?

Marcel Berni : Je pense que la Belle Époque est définitivement révolue et que nous devons toujours nous rappeler à quel point nous avons été incroyablement privilégiés au cours des trente ou quarante dernières années et accepter la sécurité comme une valeur, y compris dans nos institutions de formation. Nous essayons actuellement de développer le MILAK, il existe désormais un manuel de formation des cadres supérieurs qui rend le thème de la sécurité plus concret pour les écoles également. Ce n'est pas un processus qui va réussir du jour au lendemain, mais je crois aussi que la situation de la menace fait son œuvre et qu'il serait insensé de laisser passer cette fenêtre d'opportunité.

Modérateur : Wolfram, tu as beaucoup voyagé, tu connais très bien l'économie. Quelle est ta proposition pour mieux informer les plus jeunes, ou plutôt tout le monde en général, sur ce sujet ?

Wolfram Kuoni : Je pense que ce thème n'est pas tout à fait nouveau. Dans les années 70, Richard Nixon a écrit un livre intitulé "La troisième guerre mondiale a déjà commencé". Aujourd'hui, c'est un peu la même chose. Je pense toutefois que l'économie sera décisive et cela me rend très confiant, si je compare le produit national brut par habitant en Amérique et en Russie, il y a une différence d'un facteur six. Si je regarde les dépenses militaires de la Russie en 2023, elles s'élèvent à 109 milliards. Celles de l'OTAN s'élèvent à 473 milliards. S'il y a la volonté politique de relever ces défis, les moyens économiques sont là et c'est pourquoi je pense que nous pouvons faire quelque chose ici pour créer la prise de conscience politique correspondante. Car la force économique est de notre côté. Pourquoi ? Parce que je suis assez naïf pour croire qu'une société libérale, économique, basée sur des règles, est finalement supérieure à une société autocratique à long terme.

Urs Loher : Je suis parti du principe qu'au moins avec l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, le grand réveil aurait lieu. Cela a duré quelques semaines, mais je pense que les choses sont déjà revenues à la normale. La vague d'attaques de l'Iran contre Israël n'a duré que deux jours. Je suis convaincu que la Suisse ne se relève que lorsque nous sommes nous-mêmes attaqués et que nous en subissons les inconvénients personnels, pour constater ensuite qu'il est trop tard et qu'il aurait fallu faire quelque chose plus tôt.



FORUM SÉCURITÉ SUISSE

c/o MUELLER Consulting & Partner
Gemeindestrasse 48
CH-8032 Zurich

Téléphone +41 44 533 04 00
sekretariat@forum-sicherheit-schweiz.ch